LES CONTESTATAIRES INTRODUISENT UNE ACTION EN JUSTICE PAR INTÉRIM

Menace sur le congrès de l'UGTA

Les opposants à la tenue du 12e congrès de l'UGTA ont officiellement saisi la justice en référé, lui demandant «d'invalider la tenue de ses assises» prévues à compter de demain à l'hôtel Aurassi à Alger. Selon Ali Merabet, l'ex-membre de la Commission exécutive nationale (CEN), «la réponse de la justice est attendue pour dimanche dans la matinée».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Après avoir tenté d'occuper le terrain, mais sans pour autant ratisser large, les opposants à la direction sortante de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) sont passés à la vitesse supérieure en introduisant une action en justice.

L'objectif recherché : «Que la justice s'opposa à la tenue des assises prévues à compter de demain à l'hôtel Aurassi».

Pour cela, une requête a été introduite auprès de la justice sur la base d'un mémorandum élaboré par un avocat et transmis par un hA».

«Nous sommes très nombreux, les membres de la CEN sortante à demander aux hautes autorités de notre pays et ses institutions d'invalider la tenue d'une mascarade organique. Nous avons initié la démarche appropriée à cet effet et nous attendons à ce que la requête introduite en référé le mercredi soir verra son verdict rendu le dimanche matin avec comme principale décision l'interdiction de la tenue du congrès de l'Aurassi».

Pour rappel, ils étaient près d'une cinquantaine de personnes àuissier de justice à la partie concernée, à savoir le secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi-Saïd. La tête de file du mouvement de contestation, qui n'est autre que l'ex-membre du secrétariat national de l'UGTA et membre de la CEN sortante et actuellement membre du bureau politique du FLN, en l'occurrence M. Ali Merabet, s'est déclaré «convaincu de la démarche initiée jusque-là et que la justice tranchera en notre faveur en interdisant la tenue des travaux du 12e congrès de l'UGTT répondre à l'appel des animateurs du Comité national de réappropriation et de sauvegarde de l'UGTA (CNRS) et de la Coordination des ex-membres de la Commission exécutive nationale (CEN) à observer un sit-in de protestation mardi dernier devant le siège de la Centrale syndicale.

Photo : Newpress

Les protestataires ont été empêchés de pénétrer dans l'enceinte de la Centrale.

Parmi les présents également, le porte-parole du Comité national de réappropriation et de sauvegarde de l'UGTA (CNRS), l'actuel secrétaire général de la Fédération des douanes en désaccord avec la direction de l'UGTA, M. Cheurafa, l'ex-secrétaire général du syndicat d'entreprise d'Air Algérie, M. Bali et l'ex-secrétaire général de l'Union de wilaya de Jijel. Il y avait aussi quelques membres de la CEN sortante à leur tête le chef de file des contestataires Ali Merabet.

Les protestataires qui se sont vu interdire l'accès à l'intérieur de l'enceinte de la Centrale syndicale ont exprimé leur colère. C'est le cas d'Ali Merabet, l'ex-membre du secrétariat national de l'UGTA qui avait la charge du dossier de la Fonction publique. Ce dernier a dressé un véritable réquisitoire à l'endroit de la direction sortante de l'UGTA. Pour rappel, le 12e congrès national de l'UGTA se tiendra durant trois jours, les 4, 5 et 6 janvier prochains.

Lors des quatre pré-congrès tenus récemment à l'Est, au Sud, à l'Ouest et au Centre du pays, le secrétaire général sortant Abdelmadjid Sidi-Saïd était plébiscité pour un nouveau mandat à la tête de l'UGTA.

A. B.

ENVIRON 350 PERSONNES BLOQUENT LA RN1 DEPUIS JEUDI

Un rapport sécuritaire alerte sur la gravité de la situation à In Salah

L'exploitation du gaz de schiste dans la région n'est qu'une partie du malaise social que vit la population d'In Salah, qui, depuis jeudi 1er janvier 2015, bloque la RN 1, liant Ghardaïa à Tamanrasset. Un rapport sécuritaire datant de la veille des évènements, a alerté la présidence de la République sur la gravité de la situation.

L'Algérie entame l'année 2015 sur une inquiétante manifestation au Sud. Environ 500 personnes ont protesté ce jeudi, dans la matinée, devant le siège de la daïra d'In Salah, dépendant de la wilaya de Tamanrasset, contre l'inauguration du premier puits de gaz non conventionnel à Tidikelt. Entretemps, plus de 350 individus ont bloqué la RN1, dite la route de l'Union africaine, liant Ghardaïa à Tamanrasset.

Hier vendredi, en fin d'après-midi, les contestataires campaient encore sur les lieux. Des sources locales affirment qu'ils sont déterminés et qu'ils n'ont pas l'intention de lever le camp. «L'inauguration samedi dernier, du premier puits de gaz de schiste n'est qu'une raison parmi tant d'autres qui ont poussé la population locale à investir la rue. Il y a un véritable malaise social dans la région. Le projet d'alimentation de la ville en eau potable, initié lors de la visite du président Bouteflika en 2004, à In Salah, a échoué au bout de trois ans. L'eau que nous consommons actuellement n'est même pas propre au lavage des vêtements…», expliquent les mêmes sources. Elles précisent qu'aucun responsable local, à commencer par le wali de Tamanrasset et le chef de daïra d'In Salah, ne sont venus à la rencontre des protestataires. Pourtant un rapport sécuritaire sur le risque d'implosion dans la région a été adressé la veille des évènements, à la présidence de la République.

Photo : DR

Après Ghardaïa (photo), les citoyens de In Salah de monter au créneau.

Une source sécuritaire affirme, en effet, que la commission sécuritaire chargée du suivi des évènements au Sud, a alerté sur la gravité de la situation. «Ouvrir un dialogue avec la population aurait pu faire éviter cet embrasement», relève la même source.

Probable intervention de la force publique aujourd'hui

Des sources, toujours locales, indiquent que des dizaines de camions de transport de marchandises sont bloqués à hauteur de la RN1. «L'Algérie a des engagements avec les pays voisins, qui sont le Niger et le Mali. Cette route est la seule qui mène vers Tamanrasset, et si la manifestation dure encore, un coup dur sera porté à l'économie nationale», expliquent nos sources. D'où la probabilité d'une intervention de la force publique, aujourd'hui, samedi, pour disperser les contestataires.

«Le wali risque de signer aujourd'hui, samedi, la réquisition de la force publique», ajoutent-elles. Un procédé qui peut mettre le feu aux poudres. «La situation risque sérieusement d'imploser», concluent nos sources.

Mehdi Mehenni

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Une vingtaine de morts durant les journées du 31 décembre et du 1er janvier

Une vingtaine de personnes ont trouvé la mort durant les journées du 31 décembre et du 1er janvier suite à des accidents de la circulation. Le bilan de la Gendarmerie nationale fait état de seize morts et celui de la Protection civile de neuf morts.

Encore une fête meurtrière en Algérie. Plusieurs accidents de la circulation ont eu lieu durant la journée du 31 décembre et celle du 1er janvier. Selon un bilan établi par les services de la Gendarmerie nationale, seize personnes ont trouvé la mort et 81 autres ont été blessées dans 32 accidents de la circulation, survenus dans la journée du 31 décembre au 1er janvier à travers le territoire national. Selon le communiqué repris par l'APS, 49 moyens de locomotion ont été impliqués dans ces accidents.

Par ailleurs, le bilan de la Protection civile pour la même période fait, lui, état de huit accidents ayant causé la mort de neuf personnes et 14 blessées. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec le décès de deux personnes et un blessé, suite à un carambolage entre six véhicules légers et un camion, survenu sur l'autoroute Est-Ouest au niveau de la commune d'El Esnam, précise la même source.

Les services de Protection civile ont intervenu aussi pendant ces deux jours pour le sauvetage de personnes cernées et bloquées par les eaux pluviales et suite au cumul de neige.

Plusieurs opérations d'épuisement des eaux pluviales ont été effectuées, souligne un communiqué de la direction de la Protection civile. Ce dernier précise que 10 familles ont été sauvées et dégagées à Bouira au niveau de la commune d'El Asnam coincées à bord de18 véhicules par la neige, ainsi que le dégagement d'un véhicule léger, à son bord 2 personnes bloquées par les eaux pluviales à la cité El Rim au niveau de la wilaya d'Annaba.

Les mêmes unités ont intervenu aussi dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi pour secourir et assister plusieurs personnes coincées par la neige ainsi que le dégagement d'une dizaine de véhicules, bus et camions bloqués par la neige. 17 personnes sauvées au niveau de la commune d'Oum-El-Bouaghi au lieudit Aïn-Babouche.

8 personnes ont été sauvées à bord de 4 véhicules au niveau de la commune de Aïn Fekroun.

Un accident de la route a été enregistré dans la commune de Meskiana suite à une collision entre 3 véhicules légers, ce qui a causé le décès d'une personne et trois autres blessées.

Plusieurs opérations d'épuisement des eaux pluviales ont été effectuées dans la wilaya d'El-Tarf, à travers les communes de Drean, Ben-M'hidi et Besbès suite à l'infiltration des eaux pluviales dans 28 habitations, précise le bilan de la Protection civile.

Synthèse S. A.